

# Rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2023

# Rapport d'orientations budgétaires 2023

## Cadre juridique : Article L.2312-1 du CGCT

Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le rapport d'orientation budgétaire comprend :

- des éléments d'analyse prospective
- des informations sur les principaux investissements projetés
- des informations sur le niveau d'endettement et son évolution prévue
- des informations sur l'évolution envisagée des taux d'imposition

# Sommaire

- Éléments de contexte
- Rétrospective
- Etat de la dette
- Plan pluriannuel de fonctionnement
- Plan pluriannuel d'investissement
- Fiscalité locale

# Contexte national 2023

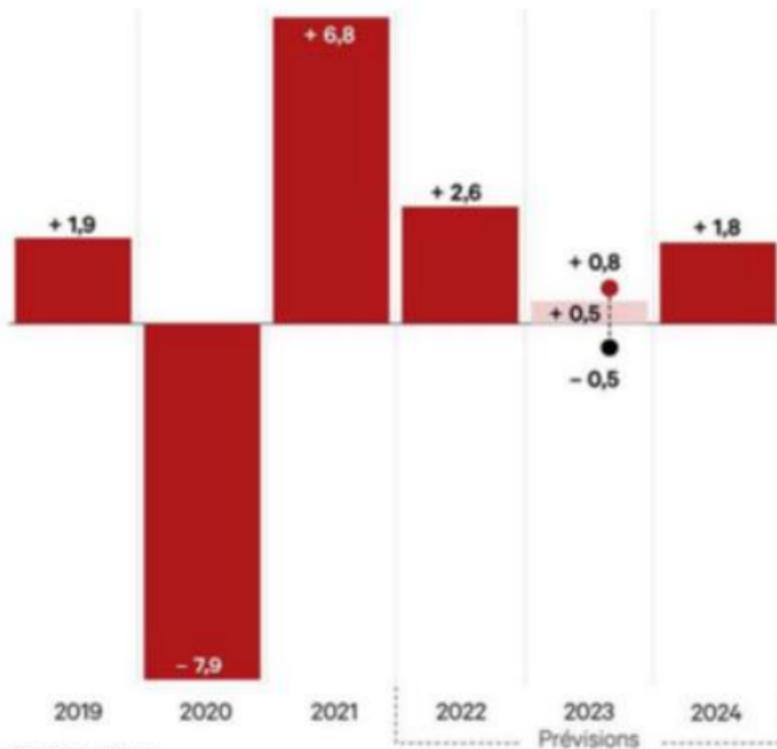


# Contexte économique d'élaboration du BP 2023 : Un contexte inédit et très incertain résultant de la crise énergétique

## Les projections économiques de la Banque de France sur la croissance

Taux de croissance annuelle du PIB réel, en %

■ Scénario central ●---● Fourchette maximale et minimale

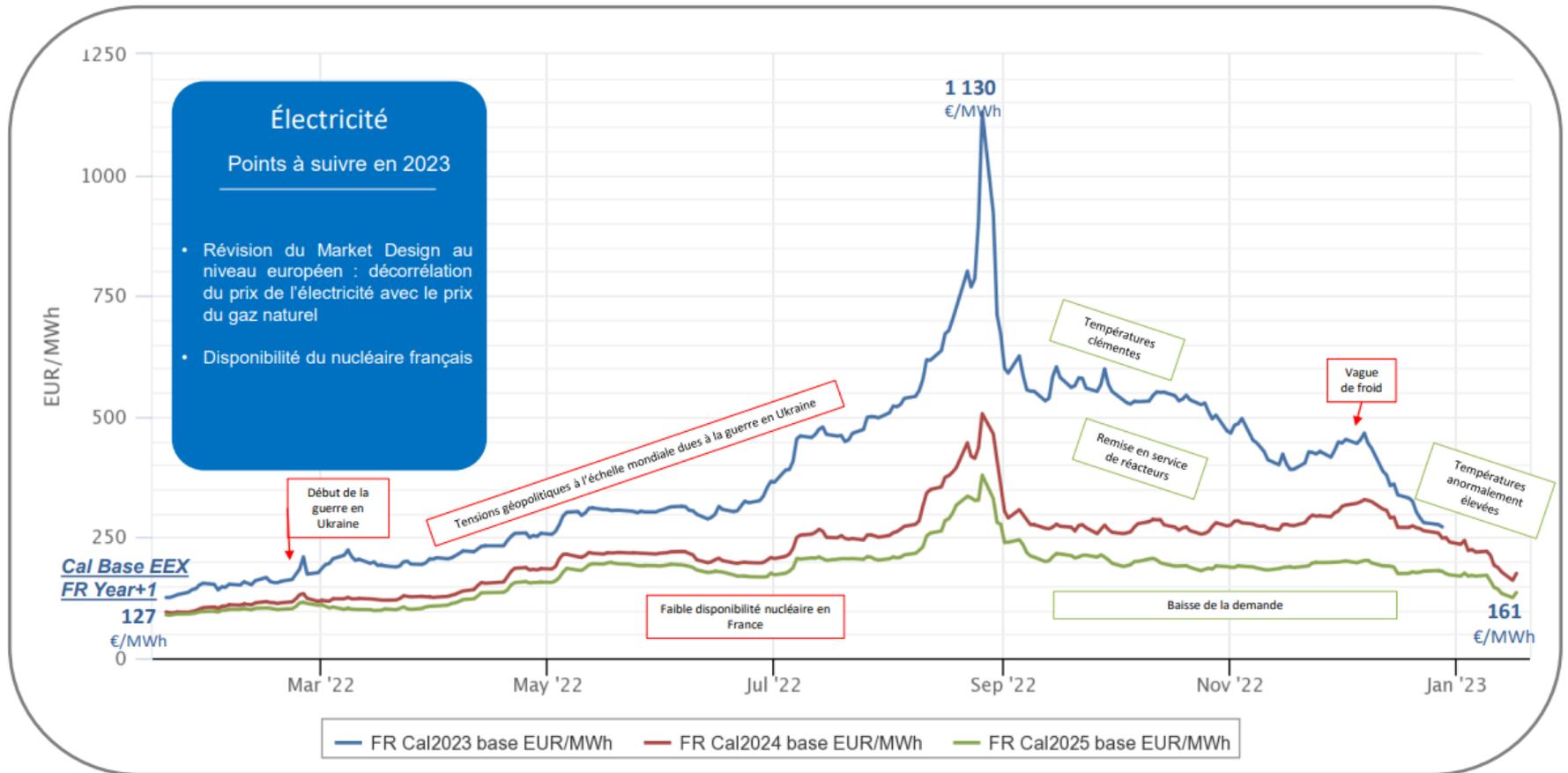


La croissance de l'activité économique française devrait fortement ralentir en 2023, avec des **risques de récession dès l'hiver 2023**.

En raison de la volatilité des prix de l'énergie, **l'incertitude est tellement forte pour la fin de 2022 et le début de 2023** que la Banque de France publie pour l'année prochaine une fourchette de l'évolution du PIB comprise entre **+ 0,8 % et - 0,5 %** contre une prévision de **1.2%** en juin dernier.

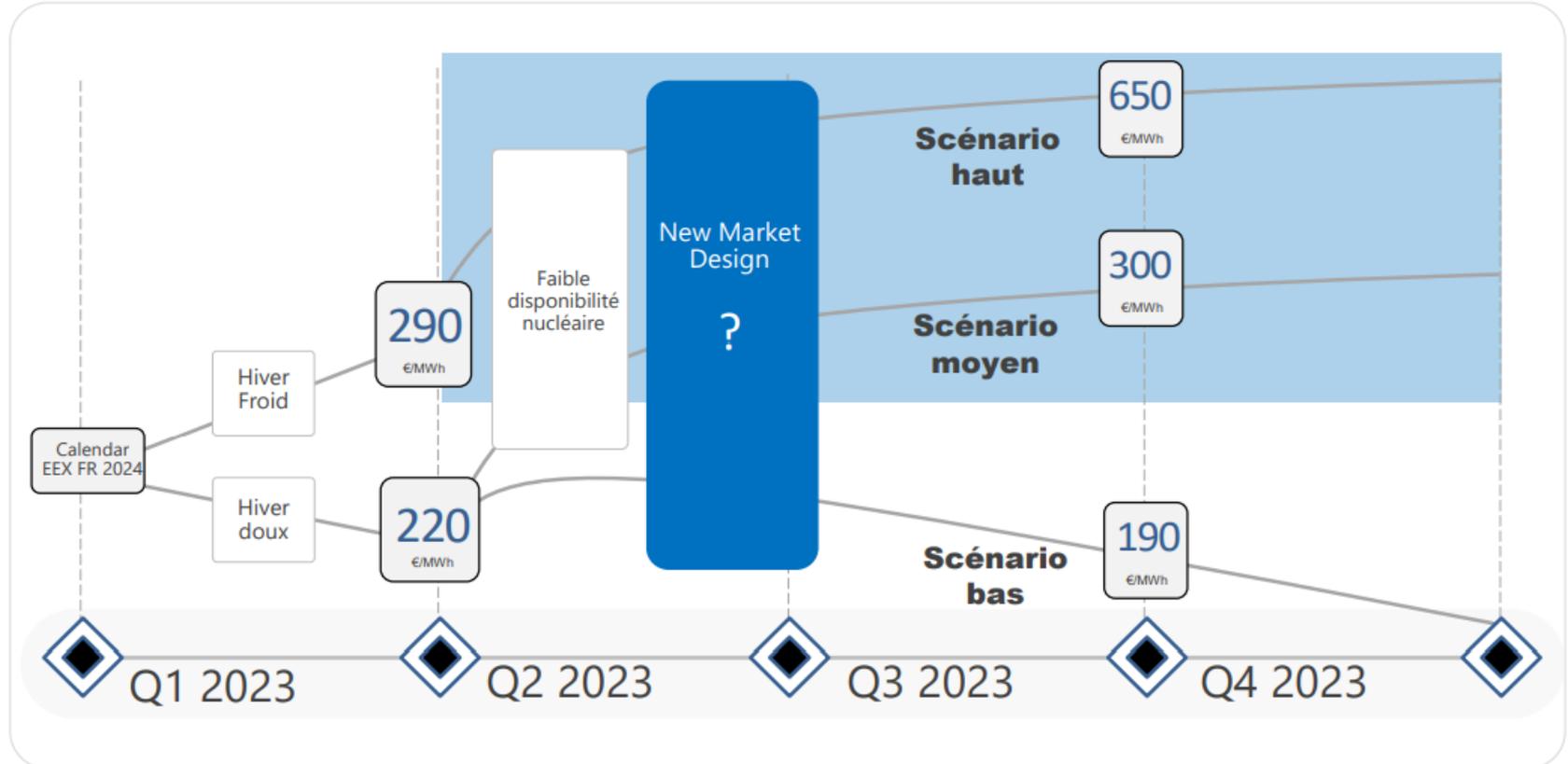
# Contexte économique d'élaboration du BP 2023 : Un contexte incertain résultant de la crise énergétique

## Evolution des prix électricité



# Contexte économique d'élaboration du BP 2023 : Un contexte inédit et très incertain résultant de la crise énergétique

## Evolution des prix électricité



en €/MWh	Contrat	2021	Evolution % 2021 à 2022	2022	sans amortisseur		avec amortisseur		Moyenne 2021/2022/2023	
					Evolution % 2022 à 2023	2023	Evolution % 2022 à 2023	2023	Moyenne SYDELA	Moyenne Marché
Électricité	Lot 1 > 36 kVA : ENGIE	152	-6%	143	92%	274	82%	260	185	228
	Lot 2 < 36 kVA : EDF - EP	166	-7%	154	74%	267	74%	267	208	300
	Lot 2 < 36 kVA : EDF - Autres	180	-7%	167	92%	321	90%	317		
Gaz Naturel	Lot 1 : ENGIE	50	20%	60	82%	109	82%	109	73	81

# Orientations générales de la Loi de Finances 2023

La LF 2023, a été adoptée par étapes, d'abord par un premier vote de l'Assemblée nationale le 4 novembre, par son examen et un deuxième vote par le Sénat le 6 décembre. **Le vote de la loi de Finances 2023 est intervenu le 13 décembre 2022 à la suite du recours à l'article 49.3.**

La LF 2023 augure une évolution des **prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat** au profit des collectivités territoriales : à périmètre constant ils devraient, en 2023, **progresser de 672 millions d'euros par rapport à 2022.**

**Le bouclier tarifaire est reconduit**, il permet de plafonner la hausse du prix du gaz et de l'électricité à 15% en 2023, contre 4 % en 2022. **Le taux de chômage devrait rester stable autour de 7,3 % de la population active en juin 2023.**

La BCE a augmenté ses taux d'intérêts, portant son taux de dépôt à 2 %. Cette dynamique devrait se poursuivre en 2023 ; le taux de dépôt atteindrait 3,5 % au printemps 2023.

# Loi de Finances 2023 : 4 axes majeurs

- 1. La suppression de la CVAE**, initialement prévue sur une année, se fera désormais en deux années et par étape. En 2023, la cotisation due sera diminuée de moitié. En 2024, la CVAE aura été supprimée entièrement. Dès 2023, les collectivités ne toucheront plus de CVAE, et celles bénéficiant en 2022 de recettes de CVAE obtiendront une compensation à l'euro près à travers une fraction de TVA. Le montant de la compensation sera calculé sur la base des exercices de 2020 à 2023. => **CSMA**
- 2. La répartition de la DGF** : Le montant de la DGF allouée aux communes et aux intercommunalités devrait augmenter de 320 millions d'euros. Précisément, la DSU serait majorée de 90 millions d'euros (Gorges non éligible), la DSR de 200 millions d'euros et la dotation d'intercommunalité de 30 millions d'euros. Il s'agit ici d'une augmentation externe, d'un transfert de l'Etat qui ne provient pas d'un écrêtement de la dotation forfaitaire. Son montant total est fixé à 26,9 milliards d'euros pour 2023.
- 3. Les dispositifs de compensation de l'inflation en matière énergétique** : L'État prolonge le filet de sécurité énergétique (Gorges Non éligible) et met en place l'amortisseur électricité (Gorges éligible) => **Compensation au-delà de 180 €/MWh**
- 4. La taxe sur les logements vacants et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires**. Le périmètre de la taxe sur les logements vacants est étendu et les taux de cette taxe sont en hausse : de 12,5 % à 17 % la première année, et de 25 % à 34 % à partir de la deuxième année. => **Gorges non concerné**

# Loi de Finances 2023 : Mesures complémentaires axées sur l'énergie et l'écologie

- La création d'un fonds d'accélération de La fiscalité locale sera adaptée aux exigences de la transition énergétique, notamment avec l'actualisation des critères de performance énergétique et de qualité environnementale. Ces derniers concernent les modes de calcul de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), de la taxe d'aménagement et des valeurs forfaitaires applicables aux aires de stationnement.
- la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert », doté de 1,5 milliards d'euros d'autorisations d'engagement et de 375 millions d'euros de crédits de paiement pour 2023.
- Le montant de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales sera réhaussé de 5,7 millions d'euros, pour atteindre un total de 30 millions d'euros en 2023.

L'enveloppe du soutien de fin d'année aux collectivités en déséquilibre qui ont fait l'objet d'un redressement à la suite du passage de la CRC est multipliée par cinq, et s'élève donc à 2 millions d'euros pour 2023. => Gorges non concernée

# Loi de Finances 2023 : Impacts

PLF 2023	Impact positif	Impact neutre	Impact négatif
Finances locales	<b>TVA</b> Hausse prévisionnelle de +5% soit 2 Md€ supplémentaires pour les collectivités	<b>Suppression CVAE</b> En 2 ans, compensation sur la moyenne 2020-2023 par une fraction de la TVA + dynamique annuelle	<b>Dotations d'investissement : DETR &amp; DSIL</b> Léger recul des crédits de paiement pour les dotations (DETR et DSIL) à 1,7 Md€, soit -1,6%. Crédits d'engagement en baisse de -17%
	<b>Fonds vert</b> Environ 2 Md€ de crédits d'engagement (contre 1,5 Md€ initialement) 500 M€ de crédits de paiement pour 2023		<b>DMTO</b> Estimation en baisse de -10%, soit 1,6 Md€ de moins
	<b>Impôts fonciers</b> Revalorisation des bases locatives d'environ 7% (environ 3 Md€ supplémentaires pour les collectivités)	<b>FCTVA</b> Hausse de +200 M€ à 6,7 Md€	
	<b>Filet de sécurité</b> Enveloppe de 430 M€ (mais non limitative) pour compenser les surcoûts liés à l'inflation en 2022 Filet de sécurité reconduit sur les surcoûts constatés en 2023 + Amortisseur électricité - Enveloppe de 2,5 Md€	<b>DGF</b> Annonces d'amendements totalisant 320 M€ supplémentaires : hausse de +1,2% à champ constant (+0,5% si l'on prend en compte la reprise de 186 M€ sur les départements renationalisant le RSA)	<b>DGF</b> Stabilité à champ constant à 26,6 Md€ dans la version initiale du PLF
	<b>Bouclier tarifaire sur l'énergie</b> Reconduit pour les communes dont le budget est inférieur à 2 M€		

# Contexte CMSA 2023



# Contexte budgétaire CSMA en 2023



Le débat d'orientation budgétaire de la CSMA se tiendra le 7 février 2023. Les éléments seront décrits, après le conseil communautaire, dans le cadre de la présentation du DOB 2023 en Conseil municipal.

Les perspectives en lien avec le budget communal sont à envisager en lien avec la réunion de la CLECT avec impact sur l'attribution de compensation (Gestion des eaux pluviales, Mise à disposition des bâtiments communaux pour l'exercice des compétences communautaires, Mise en place de la convention ADS.)

# Contexte socio-démographique de la commune pour 2023

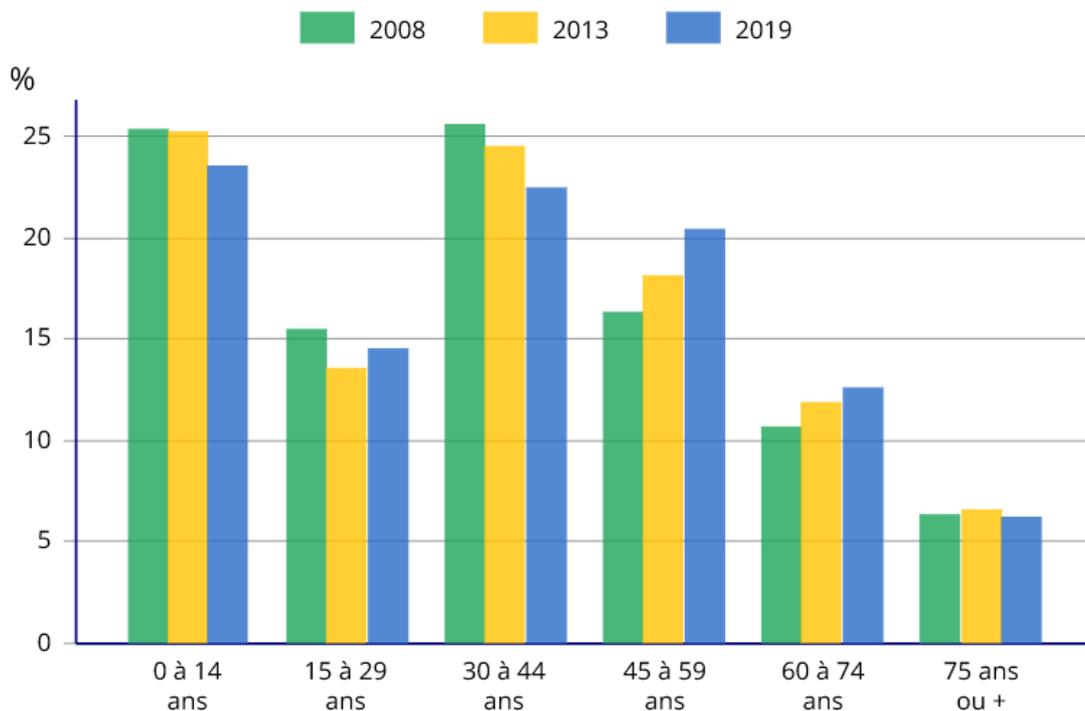


## POPULATION

Source Insee

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2019	2020
Population	1 701	2 028	2 379	2 603	2 649	3 769	4 429	4 851	4950
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	107,9	128,6	150,9	165,1	168,0	239,0	280,8	307,6	313,7

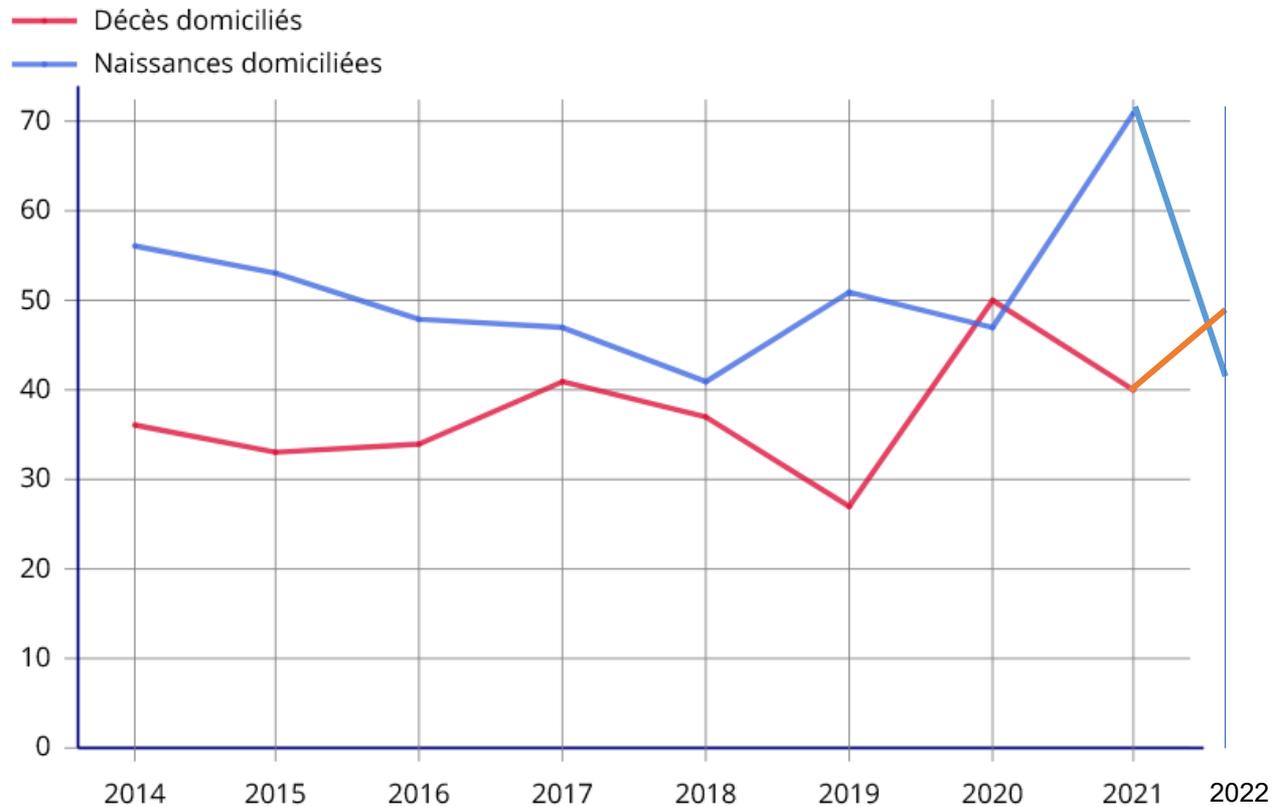
POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



## ETAT CIVIL

Source Insee

### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



## EVOLUTION DE NOMBRE DE LOGEMENTS PAR CATEGORIES

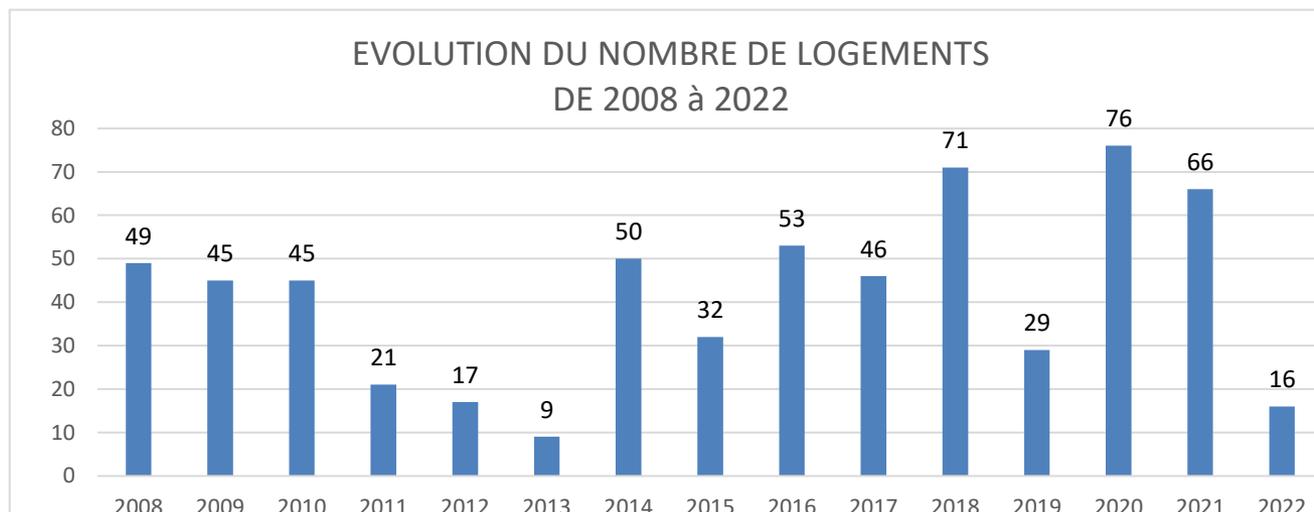
Source Insee

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013	2019
<b>Ensemble</b>	<b>521</b>	<b>649</b>	<b>818</b>	<b>914</b>	<b>1 029</b>	<b>1 470</b>	<b>1 732</b>	<b>1 972</b>
Résidences principales	452	567	714	856	968	1 403	1 656	1 869
Résidences secondaires et logements occasionnels	47	34	47	35	24	15	11	23
Logements vacants	22	48	57	23	37	52	65	81

	2008		2013		2019			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)
<b>Ensemble</b>	<b>1 403</b>	<b>100,0</b>	<b>1 656</b>	<b>100,0</b>	<b>1 869</b>	<b>100,0</b>	<b>4 770</b>	<b>15,5</b>
Propriétaire	1 060	75,6	1 264	76,3	1 433	76,7	3 802	18,6
Locataire	334	23,8	383	23,1	428	22,9	951	5,3
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	<i>54</i>	<i>3,8</i>	<i>62</i>	<i>3,8</i>	<i>89</i>	<i>4,8</i>	<i>199</i>	<i>7,0</i>
Logé gratuitement	9	0,6	10	0,6	8	0,4	18	11,5

## NOMBRE DE NOUVEAUX LOGEMENTS

Source Insee



## NOMBRE DE MENAGES FISCAUX

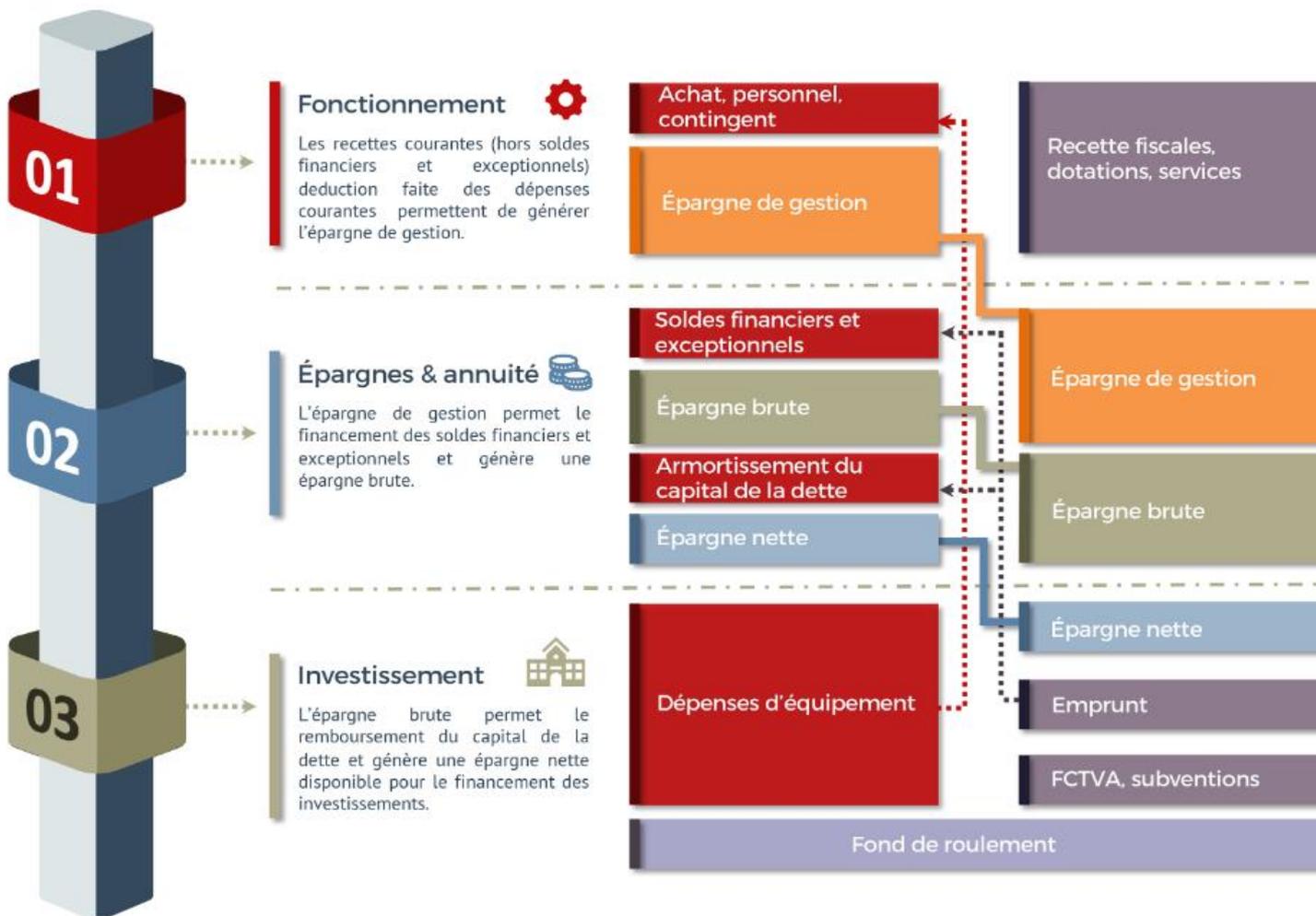
Source Insee

	2020
Nombre de ménages fiscaux	1 865
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	4 904
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	23 630
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	54

# RETROSPECTIVE BUDGETAIRE



## LES PRINCIPES DE GESTION PUBLIQUE



# Rétrospective budgétaire 2019-2022

## LES GRANDES MASSES FINANCIERES

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CAP 2022	Variation annuelle moyenne ou montant moyen sur la période	
					M€	%
<b>RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	3 797 748 €	3 760 056 €	4 121 520 €	4 068 424 €	0,3	+2,32 %
<b>RECETTES DE GESTION (hors R76, R77 &amp; R78)</b>	3 748 397 €	3 725 171 €	4 041 205 €	4 033 635 €	0,3	+2,47 %
dont fiscalité directe locale (R731)	1 421 017 €	1 475 169 €	1 555 189 €	1 667 231 €	0,2	+5,47 %
dont dotations & participations (R74)	1 367 520 €	1 492 001 €	1 463 085 €	1 453 503 €	0,1	+2,05 %
<b>DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	2 672 841 €	2 707 482 €	2 790 374 €	2 924 731 €	0,3	+3,05 %
<b>DÉPENSES DE GESTION (hors D66, D67 &amp; D68)</b>	2 589 844 €	2 572 984 €	2 717 010 €	2 854 531 €	0,3	+3,3 %
dont dépenses de personnel (D012)	1 206 321 €	1 298 075 €	1 390 428 €	1 438 097 €	0,2	+6,03 %
<b>ÉPARGNE DE GESTION</b>	1 158 553 €	1 152 187 €	1 324 195 €	1 179 104 €	0,0	+0,59 %
Frais financiers	82 497 €	79 418 €	73 364 €	69 058 €	0,0	-5,75 %
Soldes financiers, exceptionnels et provisions	48 851 €	-42 433 €	19 895 €	33 647 €	0,0	-11,69 %
<b>ÉPARGNE BRUTE (CAF)</b>	1 124 907 €	1 030 336 €	1 270 726 €	1 143 693 €	0,0	+0,55 %
<b>CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)</b>	1 124 907 €	1 030 336 €	1 270 726 €	1 143 693 €	0,0	+0,55 %
Amortissement du capital de la dette	204 986 €	218 467 €	224 775 €	227 090 €	0,0	+3,47 %
<b>ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)</b>	919 921 €	811 869 €	1 045 951 €	916 603 €	0,0	-0,12 %
<b>CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régie)</b>	919 921 €	811 869 €	1 045 951 €	916 603 €	0,0	-0,12 %
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)</b>	924 794 €	1 294 032 €	1 593 716 €	1 167 600 €	0,2	+8,08 %
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette)</b>	721 636 €	659 998 €	349 500 €	264 352 €	-0,5	-28,45 %
EMPRUNTS NOUVEAUX	600 000 €	0 €	0 €	600 000 €		
<b>SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ</b>	1 377 371 €	2 712 122 €	2 889 954 €	2 703 395 €	1,3	+25,2 %
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12</b>	2 694 134 €	2 889 957 €	2 691 689 €	3 316 750 €	0,6	+7,18 %
<b>ENCOURS DE DETTE AU 31/12</b>	2 773 695 €	2 555 229 €	2 330 453 €	2 703 363 €	-0,1	-0,85 %

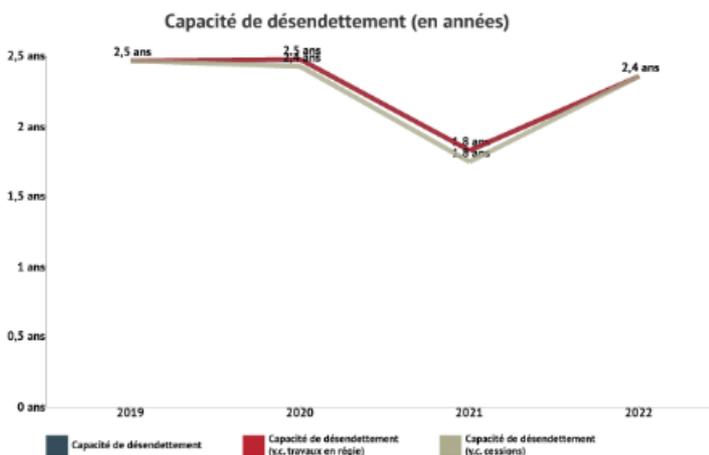
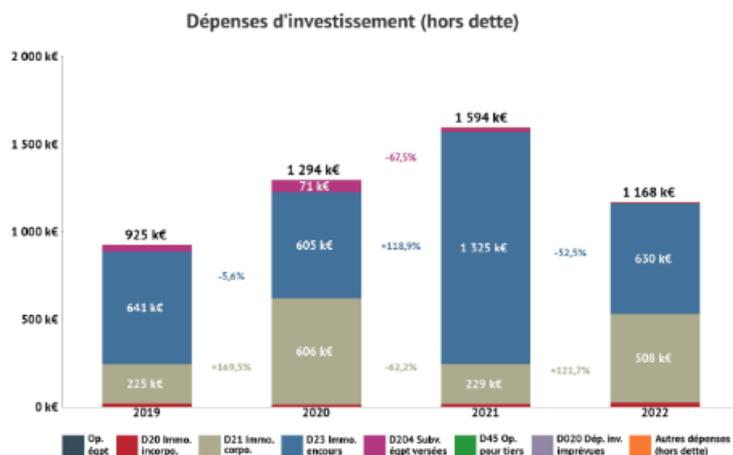
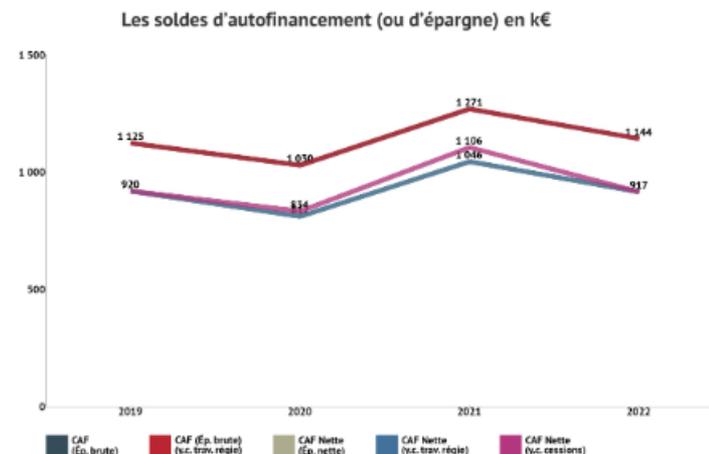
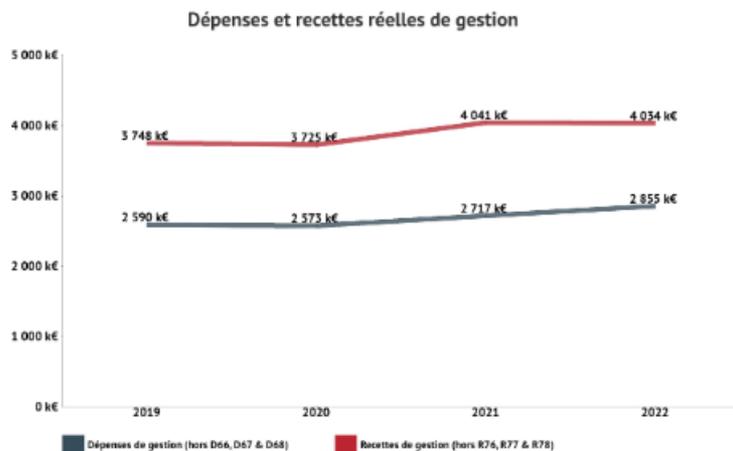
## LES GRANDES MASSES FINANCIERES

— Vue d'ensemble en € /habitant

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2019 (4 892 hab.)	CA 2020 (5 010 hab.)	CA 2021 (5 225 hab.)	CAP 2022 (5 225 hab.)	Variation annuelle moyenne ou montant moyen sur la période	
					€	%
<b>RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	776 €	751 €	789 €	779 €	3,0	+0,13 %
<b>RECETTES DE GESTION (hors R76, R77 &amp; R78)</b>	766 €	744 €	773 €	772 €	6,0	+0,26 %
dont fiscalité directe locale (R731)	290 €	294 €	298 €	319 €	29,0	+3,23 %
dont dotations & participations (R74)	280 €	298 €	280 €	278 €	-2,0	-0,24 %
<b>DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	546 €	540 €	534 €	560 €	14,0	+0,85 %
<b>DÉPENSES DE GESTION (hors D66, D67 &amp; D68)</b>	529 €	514 €	520 €	546 €	17,0	+1,06 %
dont dépenses de personnel (D012)	247 €	259 €	266 €	275 €	28,0	+3,64 %
<b>ÉPARGNE DE GESTION</b>	237 €	230 €	253 €	226 €	-11,0	-1,57 %
Frais financiers	17 €	16 €	14 €	13 €	-4,0	-8,55 %
Soldes financiers, exceptionnels et provisions	10 €	-8 €	4 €	6 €	-4,0	-15,66 %
<b>ÉPARGNE BRUTE (CAF)</b>	230 €	206 €	243 €	219 €	-11,0	-1,62 %
<b>CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)</b>	230 €	206 €	243 €	219 €	-11,0	-1,62 %
Amortissement du capital de la dette	42 €	44 €	43 €	43 €	1,0	+0,79 %
<b>ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)</b>	188 €	162 €	200 €	175 €	-13,0	-2,36 %
<b>CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régie)</b>	188 €	162 €	200 €	175 €	-13,0	-2,36 %
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)</b>	189 €	258 €	305 €	223 €	34,0	+5,67 %
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette)</b>	148 €	132 €	67 €	51 €	-97,0	-29,89 %
EMPRUNTS NOUVEAUX	123 €	0 €	0 €	115 €	-8,0	-2,22 %
<b>SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ</b>	282 €	541 €	553 €	517 €	235,0	+22,39 %
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12</b>	551 €	577 €	515 €	635 €	84,0	+4,84 %
<b>ENCOURS DE DETTE AU 31/12</b>	567 €	510 €	446 €	517 €	-50,0	-3,03 %

## SOLDES DE GESTION GRANDES MASSES FINANCIÈRES

### Graphiques

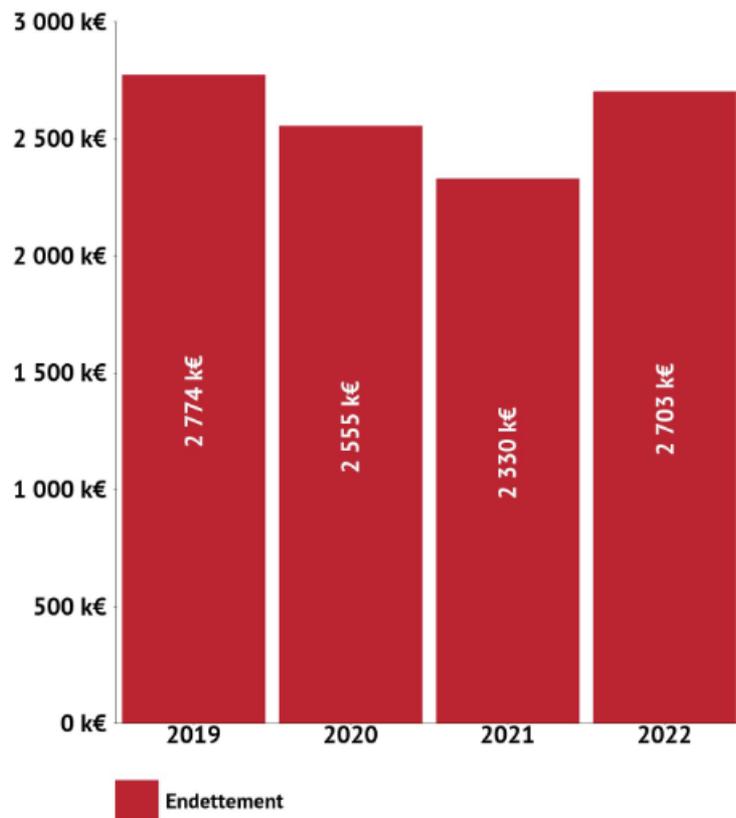


# ETAT DE LA DETTE

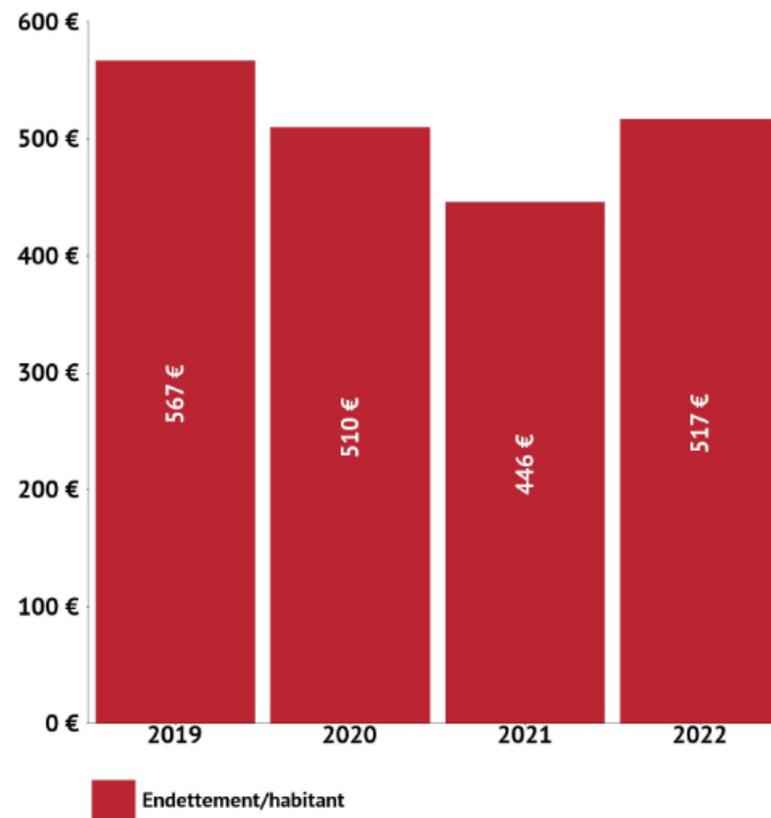


## ENDETTEMENT

— Endettement



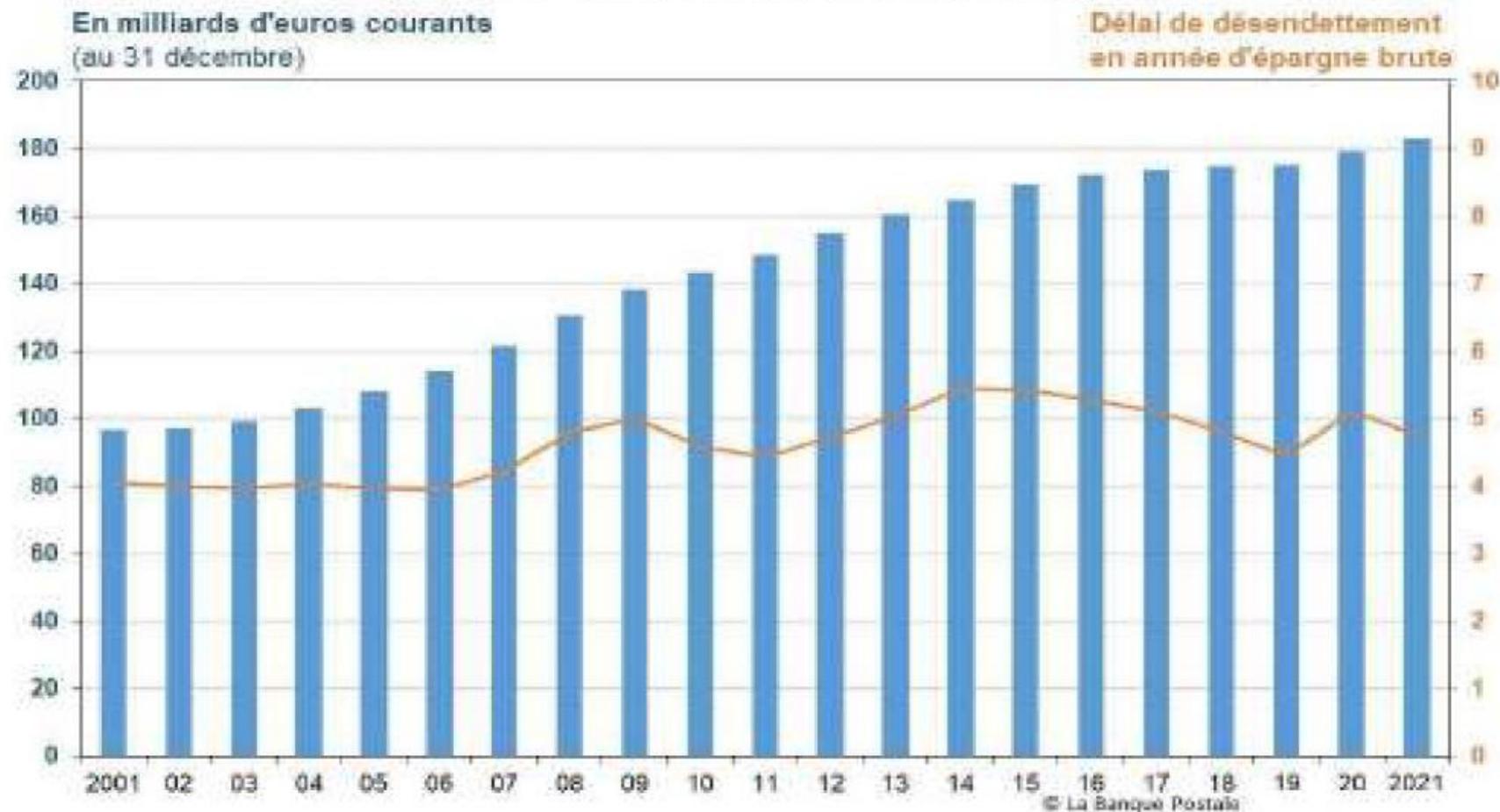
— Endettement en €/habitant



## Evolution de la Dette des CT entre 2000-2021

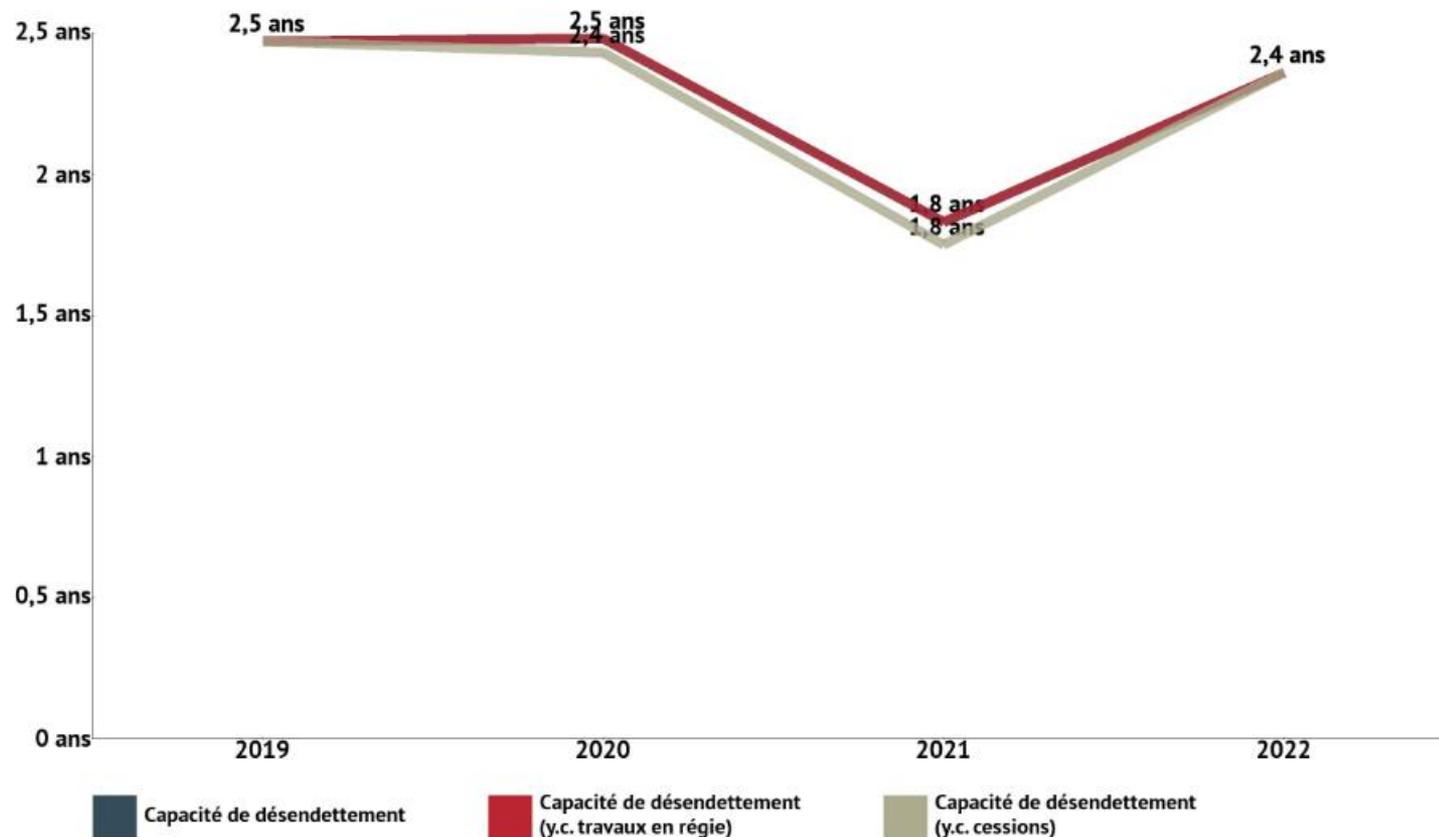
En 2021 capacité de désendettement = 5 ans

### Encours de dette des collectivités locales



La dette des CT a faiblement progressé en volume ces 10 dernières années et leur capacité de désendettement reste bien en deçà des seuils critiques (5 ans contre 12 ans)

## CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT



# LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023



# Orientation n° 1

## Planifier l'aménagement communal pour les prochaines années



Lancement de la révision du PLU (études environnementales)



Lancement du plan guide sur le périmètre du centre-bourg en lien avec le programme « Cœur de bourg – Cœur de Ville»

## Orientation n° 2

# Aménager durablement la commune



Programmation urbaine pour l'aménagement du secteur de l'îlot du gué et lancement des travaux

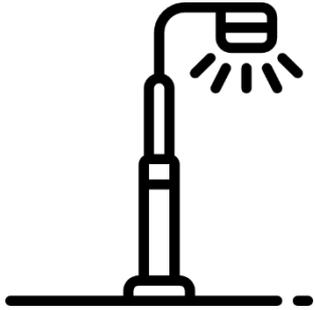
Etudes programmatiques pour l'aménagement du secteur de la ferme des Grands Gâts



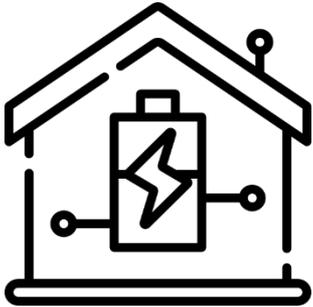
Aménagement de la coulée verte (aire de jeux et cheminements)

# Orientation n° 3

## Investir pour la transition énergétique



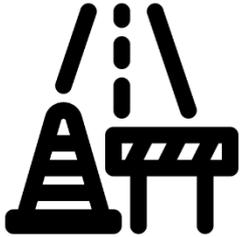
Engagement du programme pluri-annuel de rénovation du parc d'éclairage public



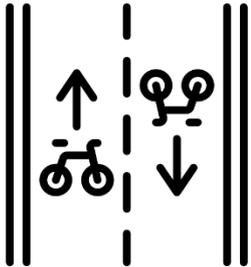
Etude opérationnelle pour la rénovation énergétique des bâtiments communaux (école publique, complexe margerie, parcs locatifs)

# Orientation n° 4

## Sécuriser les déplacements et développer les liaisons cyclables



Réalisation des travaux de rénovation de voiries: Les Forges, La Thébaudière, La Pénétrie, Le Quarteron, Rue des Cailloux) et divers travaux de sécurisation (signalétique et aménagement sécuritaire)



Réalisation de liaisons douces identifiées dans le schéma cyclable communal (Liveau/Angreviers et Avenue des Fleurs) et dans le schéma communautaire (Saint-Lumine/ Paudière/ Station tram-train)



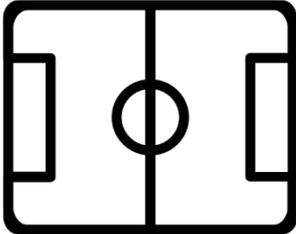
Poursuite de la réalisation du programme « boucles de randonnée »

# Orientation n° 5

## Rénover les équipements sportifs



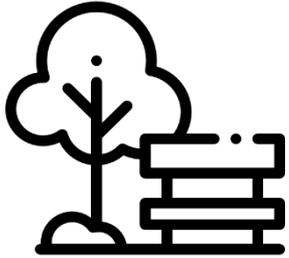
Réalisation des travaux de rénovation de la toiture du complexe de la Margerie et rénovation du sol et de l'éclairage du gymnase



Réalisation des études techniques et opérationnelles pour la rénovation des équipements sportifs de la plaine des sports suite à l'étude programmatique (surfaces de jeux, éclairage, vestiaire, espaces de circulation, ....)

## Orientation n° 6

# Améliorer les conditions d'accueil des enfants accueillis dans les bâtiments communaux



Poursuivre l'aménagement de la cour de l'école publique (Démolition du modulaire, aménagement des pergolas pour les maternelles)



Rénover la salle de sieste et créer une salle de motricité au sein de l'école publique



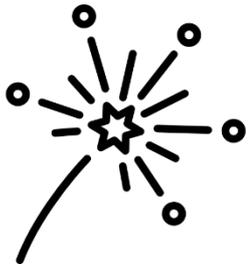
Assurer le gros entretien et renouvellement de l'unité de production des repas

# Orientation n° 7

## Soutenir la dynamique de développement de la vie locale et de la citoyenneté



Rénovation de la salle Sèvre (remise en peinture de la salle, ...)



Maintien du programme de festivités (Gorges en fête, Repas des aînés, ...) et des actions de citoyenneté (CME, ...)



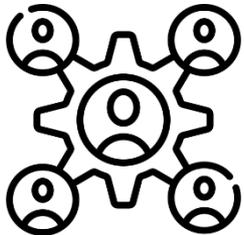
Refonte du magazine municipal

## Orientation n° 8

# Réorganiser les services en lien avec l'évolution démographique et la feuille de route politique



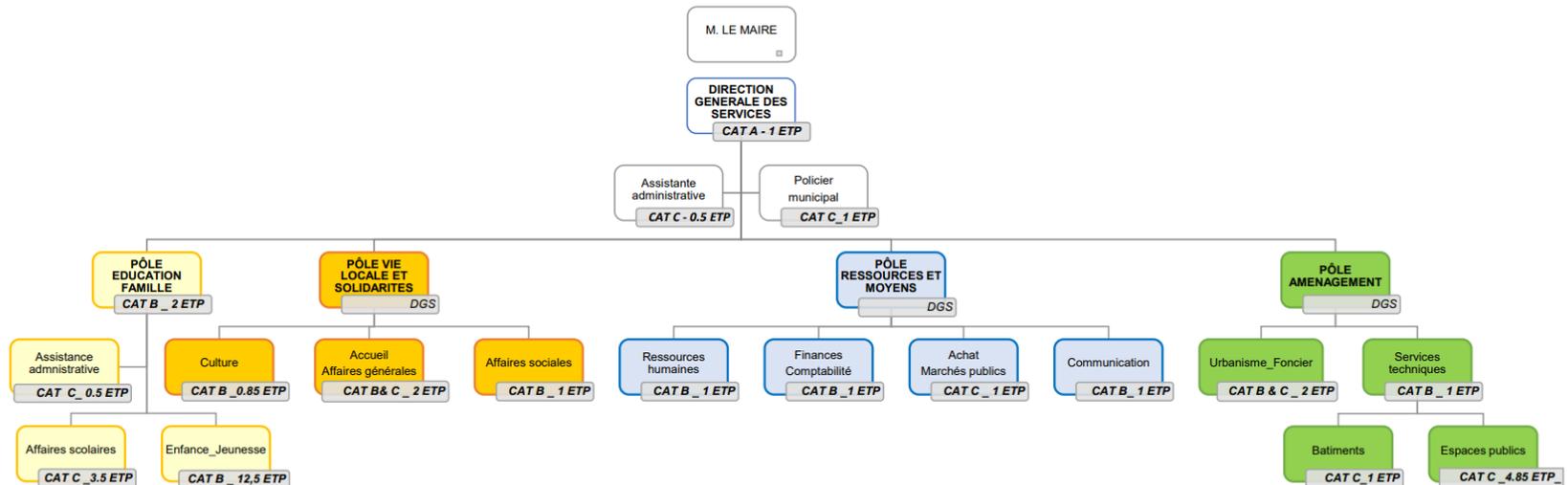
Mise en place de la police municipale (service commun avec Gétigné et Clisson) pour l'engagement d'une politique de prévention en matière de sécurité sur le territoire communal



Réorganiser les services supports et techniques (Cf organigramme ci-après)

# Orientation n° 8

## Réorganiser les services en lien avec l'évolution démographique et la feuille de route politique



La mise en place de cette organisation s'opérera de façon progressive en 2023. A terme, elle suppose une augmentation de + 4,5 ETP en année complète.

# LES PERSPECTIVES BUDGETAIRES 2023



# Section de fonctionnement : Les indicateurs retenus

## Evolution globale des charges de gestion

- **Charges à caractère général** : + 80% sur les fluides, +5% sur les autres articles soumis à forte inflation (100 K€) et mesures nouvelles (60 K€) => **+ 160 K€ par rapport au BP 2022**
- **Charges de personnel** : Evolution du point d'indice en année complète (3,5%) + Impact de la réorganisation des services => **+ 187 K€ par rapport au BP 2022**
- **Autres charges** : Indemnités élus, participations extérieures et subventions : **+ 40 K€ par rapport au BP 2022**

## Evolution globale des produits de gestion

- **Produits des services** : maintien du réalisé 2022
- **Impôts et taxes** : Evolution des bases forfaitaires de 7,1 % et tassement des droits de mutation dans un contexte de remontée des taux
- **Dotations et participation**: maintien du réalisé 2022
- **Autres produits de gestion courante** : maintien du réalisé 2022

# Perspective budgétaire 2023

## LES GRANDES MASSES FINANCIERES

EQUILIBRES FINANCIERS	CA 2018 (k€)	CA 2019 (k€)	CA 2020 (k€)	CA 2021 (k€)	CAP 2022 (k€)	BPP 2023 (k€)	2022-2023 % an
<b>RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (hors 775)</b>	3 612,0	3 797,7	3 737,8	4 061,1	4 068,4	4 150,1	+2,82 %
RECETTES DE GESTION (hors R76, R77 & R78)	3 582,7	3 748,4	3 725,2	4 041,2	4 033,6	4 149,1	+2,98 %
dont fiscalité directe locale (R731)	1 361,6	1 421,0	1 475,2	1 555,2	1 667,2	1 728,5	+4,89 %
dont dotations & participations (R74)	1 266,9	1 367,5	1 492,0	1 463,1	1 453,5	1 505,7	+3,51 %
<b>DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	2 674,0	2 672,8	2 707,5	2 790,4	2 924,7	3 390,0	+4,86 %
DÉPENSES DE GESTION (hors D66, D67 & D68)	2 597,3	2 589,8	2 573,0	2 717,0	2 854,5	3 316,7	+5,01 %
dont dépenses de personnel (D012)	1 287,2	1 206,3	1 298,1	1 390,4	1 438,1	1 677,2	+5,44 %
<b>ÉPARGNE DE GESTION</b>	985,4	1 158,6	1 152,2	1 324,2	1 179,1	832,4	-3,32 %
Frais financiers	76,7	82,5	79,4	73,4	69,1	71,3	-1,46 %
Soldes financiers, exceptionnels et provisions	29,3	48,9	-42,4	19,9	33,6	-1,0	-
<b>ÉPARGNE BRUTE (CAF)</b>	938,0	1 124,9	1 030,3	1 270,7	1 143,7	760,1	-4,12 %
CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	938,0	1 124,9	1 030,3	1 270,7	1 143,7	760,1	-4,12 %
Amortissement du capital de la dette	153,9	205,0	218,5	224,8	227,1	256,1	+10,72 %
<b>ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)</b>	784,1	919,9	811,9	1 046,0	916,6	504,0	-8,46 %
CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	784,1	919,9	811,9	1 046,0	916,6	504,0	-8,46 %

# Programme pluriannuel d'investissement et projection 2023



# Programme d'investissement 2023

Étiquettes de lignes	Somme de RAR 2022	Somme de Nouveaux crédits 2023	Somme de BP 2023
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	- €	200 000,00 €	200 000,00 €
AMENAGEMENT ET URBANISME	33 332,69 €	605 000,00 €	638 332,69 €
BATIMENTS COMMUNAUX	24 328,68 €	236 300,00 €	260 628,68 €
CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	636,00 €	35 000,00 €	35 636,00 €
CIMETIERE	11 628,96 €	28 000,00 €	39 628,96 €
COMPLEXE POLYVALENT	255 031,09 €	154 000,00 €	409 031,09 €
EQUIPEMENTS SPORTIFS EXTERIEURS	50 556,42 €	53 000,00 €	103 556,42 €
ESPACE MULTIMEDIA	2 671,49 €	5 000,00 €	7 671,49 €
GROUPE SCOLAIRE PUBLIC	- €	144 500,00 €	144 500,00 €
MAIRIE	7 446,25 €	77 500,00 €	84 946,25 €
POLE ENFANCE		19 500,00 €	19 500,00 €
RESTAURANT SCOLAIRE	8 634,86 €	105 000,00 €	113 634,86 €
SECURITE	- €	40 000,00 €	40 000,00 €
VOIRIE ESPACES PUBLICS	314 531,47 €	352 260,00 €	666 791,47 €
<b>Total général</b>	<b>708 797,91 €</b>	<b>2 055 060,00 €</b>	<b>2 763 857,91 €</b>

# Ratios de gestion financière

- Pour les communes de 3 500 habitants et plus, obligation imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales
- Regroupent les données synthétiques sur la gestion financière de la collectivité
- **Les ratios sont des éléments d'information brute qui doivent être interprétés avec précaution**

# Ratios de gestion financière

RATIOS	Ratio de la commune au 31/12/2021	Ratio de la commune au 31/12/2022	Ratio de la commune estimé en 2023	Moyenne communes de 3500 à 5 000 hab. 2020
<b>Taux d'épargne nette : Epargne nette/produits de gestion</b> Seuil $\geq$ 7%	25,88 %	22,72%	12,14 %	11,15%
<b>Délai de désendettement : encours/marge brute (en année)</b> Seuil entre 8 et 10 ans	1,83	2,04	3,25	3,60
<b>Charges de personnel/charges de gestion</b>	51,17 %	50,38 %	50,57%	54,77 %

## 2 - EVOLUTION DES TAUX DE FISCALITE



# Rappel de l'évolution des taux depuis 2020

+ 0%

+ 1%

+ 0%

	2019	2020	2021	2022
<b>TFB</b>	17,48%	17,48%	32,81%	32,81%
<b>TFNB</b>	55,83%	55,83%	56,67%	56,67%

2021 : Disparition TH et compensation par la TFB du département (taux du département en 2020 = 15%)

# Scénarii d'évolution

Hypothèse 1 : Pas d'augmentation du taux							
	2022			2023			Ecart 2022-2023
	Base	Taux	Produit	Base (+7,1%)	Taux (+0%)	Produit	
TFB	3 590 555 €	32,81%	1 178 061 €	3 845 484 €	32,81%	1 261 703 €	83 642 €
TFNB	183 000 €	56,67%	103 706 €	195 993 €	56,67%	111 069 €	7 363 €
Compensation TH			355 685 €			355 685 €	- €
<b>Total</b>	<b>3 773 555 €</b>		<b>1 637 452 €</b>	<b>4 041 477,41 €</b>		<b>1 728 458 €</b>	<b>91 005 €</b>
Hypothèse 2 : Augmentation du taux de 1%							
	2022			2023			Ecart 2022-2023
	Base	Taux	Produit	Base (+7,1%)	Taux (+1%)	Produit	
TFB	3 590 555 €	32,81%	1 178 061 €	3 845 484 €	33,14%	1 274 320 €	96 259 €
TFNB	183 000 €	56,67%	103 706 €	195 993 €	57,24%	112 180 €	8 474 €
Compensation TH			355 685 €			355 685 €	- €
<b>Total</b>	<b>3 773 555 €</b>		<b>1 637 452 €</b>	<b>4 041 477,41 €</b>		<b>1 742 185 €</b>	<b>104 733 €</b>
Hypothèse 3 : Augmentation du taux de 2%							
	2022			2023			Ecart 2022-2023
	Base	Taux	Produit	Base (+7,1%)	Taux (+2%)	Produit	
TFB	3 590 555 €	32,81%	1 178 061 €	3 845 484 €	33,47%	1 286 938 €	108 876 €
TFNB	183 000 €	56,67%	103 706 €	195 993 €	57,80%	113 291 €	9 585 €
Compensation TH			355 685 €			355 685 €	- €
<b>Total</b>	<b>3 773 555 €</b>		<b>1 637 452 €</b>	<b>4 041 477,41 €</b>		<b>1 755 913 €</b>	<b>118 461 €</b>
Hypothèse 4 : Augmentation du taux de 3%							
	2022			2023			Ecart 2022-2023
	Base	Taux	Produit	Base (+7,1%)	Taux (+3%)	Produit	
TFB	3 590 555 €	32,81%	1 178 061 €	3 845 484 €	33,79%	1 299 555 €	121 493 €
TFNB	183 000 €	56,67%	103 706 €	195 993 €	58,37%	114 401 €	10 695 €
Compensation TH			355 685 €			355 685 €	- €
<b>Total</b>	<b>3 773 555 €</b>		<b>1 637 452 €</b>	<b>4 041 477,41 €</b>		<b>1 769 641 €</b>	<b>132 189 €</b>

# SIGLES

BP : Budget Primitif

BS : Budget Supplémentaire

C.L.E.C.T. : Commission Locale d'Évaluation des Charges

CA : Compte Administratif

CG : Compte de gestion

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

CSMA : Clisson Sèvre Maine Agglo

DETR : Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux

DGF : Dotation Globale de Fonctionnement

DM : Décision Modificative

DOB : Débat d'Orientation Budgétaire

DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local

DSR : Dotation Solidarité Rurale

ETP : Equivalent Temps Plein

FCTVA : Fonds de Compensations pour la TVA

FB : Foncier Bâti

FNB : Foncier non Bâti

GEMAPI : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

PIB : Produit Intérieur Brut

PLF : Projet Loi de Finances

PLH : Programme Local de l'Habitat

PPF : Plan Pluriannuel de Fonctionnement

PPI : Plan Pluriannuel d'Investissement

RàR : Restes à Réaliser

SYDELA : Syndicat Départemental d'Électrification de Loire-Atlantique

SIVU : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

TH : Taxe d'habitation